

SEANCES DU JEUDI 5 MAI 1983
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 5 MEI 1983ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés:
Orateurs: M. Lallemand, rapporteur, Mme Herman-Michielsens, rapporteur, M. De Bondt, M. Dehaene, ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, p. 1922.

- Article 1^{er} (adopté), p. 1924.
- Article 2 (adopté), p. 1925.
- Article 3 (adopté), p. 1925.
- Article 14 (adopté), p. 1925.
- Article 21 (adopté), p. 1926.
- Article 38 (adopté), p. 1926.
- Article 46 (adopté), p. 1926.
- Article 52 (adopté), p. 1927.
- Article 59 (adopté), p. 1927.
- Article 60 (adopté), p. 1927.
- Article 63 (adopté), p. 1927.
- Article 68 (adopté), p. 1927.
- Article 69 (adopté), p. 1927.
- Article 74 (adopté), p. 1927.
- Article 81 (adopté), p. 1927.
- Article 113 (adopté), p. 1927.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1982-1983
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1982-1983

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Beraadslaging en stemming in tweede lezing over de geamendeerde artikelen: *Sprekers:* de heer Lallemand, rapporteur, mevrouw Herman-Michielsens, rapporteur, de heer De Bondt, de heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 1922.

- Artikel 1 (aangenomen), p. 1924.
- Artikel 2 (aangenomen), p. 1925.
- Artikel 3 (aangenomen), p. 1925.
- Artikel 14 (aangenomen), p. 1925.
- Artikel 21 (aangenomen), p. 1926.
- Artikel 38 (aangenomen), p. 1926.
- Artikel 46 (aangenomen), p. 1926.
- Artikel 52 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 59 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 60 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 63 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 68 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 69 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 74 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 81 (aangenomen), p. 1927.
- Artikel 113 (aangenomen), p. 1927.

ORDRE DES TRAVAUX :

Orateurs : M. le Président, MM. De Bondt, André, p. 1929.

PROJET DE LOI (Vote) :

Projet de loi portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Justifications de vote : *Orateurs* : MM. Egelmeers, de Clippele, Van Roye, Lallemand, rapporteur, p. 1930.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN :

Sprekers : de Voorzitter, de heren De Bondt, André, blz. 1929.

ONTWERP VAN WET (Stemming) :

Ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Stemverklaringen : *Sprekers* : de heren Egelmeers, de Clippele, Van Roye, Lallemand, rapporteur, blz. 1930.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Coen et De Seranno, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren Coen en De Seranno, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

La séance est ouverte à 21 h 50 m.

De vergadering wordt geopend te 21 u. 50 m.

PROJET DE LOI PORTANT L'ORGANISATION, LA COMPE-
TENCE ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR D'ARBI-
TRAGE

*Discussion et vote en seconde lecture
des articles amendés*

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE INRICHTING, DE
BEVOEGDHEID EN DE WERKING VAN HET ARBITRAGE-
HOF

*Beraadslaging en stemming in tweede lezing
over de gewijzigde artikelen*

M. le Président. — Nous abordons l'examen, en seconde lecture, des articles amendés du projet de loi portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Wij gaan over tot de behandeling in tweede lezing van de geamendeerde artikelen van het ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

La parole est à M. Lallemand, rapporteur.

M. Lallemand, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, la commission, conformément à l'article 50 du règlement, s'est donc réunie vendredi dernier, de 14 à 18 heures, pour discuter des amendements qui avaient été apportés, en première lecture, en séance plénière du Sénat.

Une très longue discussion a tout d'abord eu lieu sur la portée de l'article 50 du règlement de la Haute Assemblée. Sans vouloir ici trancher la question de l'interprétation exacte de cet article 50, il semble que la commission a distingué qu'elle pouvait assumer trois missions différentes. D'abord vérifier si les amendements sont correctement formulés et en préciser, le cas échéant, la portée; ensuite vérifier si la cohérence de l'ensemble du texte n'a pas été atteinte par l'insertion des nouveaux amendements; enfin, mais dans ce cas en se limitant au cadre strict de la matière mise en cause par les amendements, la commission a estimé qu'elle pouvait formuler des propositions nouvelles d'amendements ou demander la suppression de ceux qui ont été votés en séance plénière.

J'en viens aux articles amendés.

Un paragraphe 2 a été ajouté à l'article premier. Bien entendu, je ne relirai pas cet amendement, que vous connaissez fort bien. En tout état de cause, à l'issue d'un vote, la commission a décidé de ne pas modifier le texte qui avait été proposé en séance plénière.

Mais le débat a suscité quelques développements particulièrement intéressants, dont je dois entretenir le Sénat, parce qu'ils ont précisé indiscutablement la portée du texte que nous avons voté.

En effet, la commission a discuté le point de savoir si, selon la formulation du paragraphe 2 nouveau, il fallait comprendre que le président d'une assemblée devait obligatoirement introduire un recours lorsque son assemblée l'en avait prié à une majorité des deux tiers des voix.

On s'est aussi posé la question de savoir si, au contraire, le président de cette assemblée pouvait refuser d'introduire un recours devant la Cour d'arbitrage malgré le vote de l'assemblée l'y invitant.

Certains commissaires croyaient que le texte ne laissait aucune marge d'appréciation et donc aucune liberté de manœuvre. D'autres, au contraire, en majorité, étaient d'un avis opposé.

Mais il est apparu que, quelle que soit la portée que ces commissaires donnaient au texte, la grande majorité des membres estimaient que le président d'une assemblée législative devait garder une liberté d'appréciation malgré le vote qualifié de son assemblée, l'invitant à prendre un recours.

De multiples raisons, selon la commission, justifiaient cette attitude. Il convenait de permettre des solutions amiables, éventuellement à la requête du président. En outre, il semblait opportun de laisser au président d'une assemblée le soin d'éviter que des décisions prises dans la passion d'une délibération n'aboutissent à des conséquences néfastes à l'harmonie des pouvoirs.

Selon la commission, dont je résumerai l'avis, le texte se comprend comme suit — et l'assemblée plénière sera attentive à cette interprétation: le président d'une assemblée peut introduire un recours en annulation contre une norme législative suspectée d'être le fruit ou la conséquence d'un excès de compétence. Il ne peut introduire ce recours que si son assemblée, à la majorité des deux tiers des voix, l'y habilite.

Il n'a donc pas de droit d'initiative en la matière; il ne peut agir que s'il est couvert par une assemblée délibérant à la majorité des deux tiers.

Mais, une fois ce vote qualifié exprimé, le président peut apprécier l'opportunité d'introduire le recours. Il n'en a pas l'obligation, il a une sorte de droit de rétention du recours.

Je vous rappellerai que tout à l'heure, lors de la discussion de l'article 81, j'ai souligné une anomalie: on n'avait pas prévu la possibilité pour le président de retirer un recours, c'est-à-dire de se désister. Dans la logique de ce que je viens de dire, la modification à l'article 81 s'imposait incontestablement.

Telle fut, mes chers collègues, la discussion sur la portée de ce texte. Celui-ci aurait pu prêter à confusion. La clarification que je viens de faire évitera tout malentendu à l'avenir.

Quant aux autres dispositions, aucune modification n'a été apportée par la commission aux amendements qui avaient été adoptés en séance plénière. Aux articles 2 et 3, la commission a donc adopté purement et simplement les modifications qui avaient été votées déjà lors de la séance de jeudi dernier.

A l'article 14, la commission a proposé de remplacer les termes «son effet» par les mots «ses effets». Je vous lis le texte de l'amendement adopté: «Si l'arrêt sur la demande principale n'est pas rendu dans ce délai, la suspension cesse immédiatement ses effets.» C'est une question de pure forme. Je pense que lors du débat en assemblée plénière, cette modification avait été adoptée, mais qu'elle n'a pas été enregistrée par le greffe.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'est exact.

M. Lallemand. — Voilà, chers collègues, les réflexions dont j'avais à vous faire part à propos des délibérations de la commission. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman, rapporteur.

Mevrouw Herman-Michielsens, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, ik kan zeer bondig zijn wat betreft de vergadering van vrijdagmiddag van de commissie, die vooral gewijd was aan de tweede lezing van de artikelen 1 tot en met 20, die reeds in uw openbare vergadering waren behandeld. Men is overeengekomen, in de commissie, om toch een informeel gesprek te wijden aan de artikelen vanaf 21 tot 112 met het bijkomend artikel 113 dat door de regering werd ingediend als overgangsmaatregel.

Het gesprek was vrijdag eigenlijk beperkt tot de bespreking van artikel 46, waarbij vooral aan bod gekomen zijn de amendementen van de heer Lallemand enerzijds en van de heer Serge Moureaux c.s. anderzijds, in verband met de «clivage» van de zeven leden die een kamer samenstellen. Bedoeld is de «clivage» op taalgebied, met het ene jaar een overwicht van Franstalige leden en het ander jaar van Nederlandstalige leden vermits de voorzitter in functie altijd drie van zijn leden mag kiezen, terwijl de andere voorzitter slechts twee leden aanduidt, zodat dit — vier tegen drie — eventueel kan samenvallen met een verdeling in taalgroepen. Een uitkomst werd gevonden door een voltallige zitting van het Arbitragehof.

Dat voorstel van de regering om aan de vrees voor een «clivage» op taalgebied tegemoet te komen door een zitting van het voltallige Arbitragehof, werd eveneens besproken.

Eigenlijk werd hierover deze ochtend op officiële manier gediscussieerd in uw openbare vergadering. Vanochtend had namelijk een echte tweede lezing plaats over alle artikelen van 21 tot en met 113, waarop in plenaire vergadering een amendement werd aangenomen. Dit zijn, voor de artikelen 21 en volgende: allereerst artikel 21 zelf, waar het amendement-Vanderpoorten en het subamendement-Gijs hebben geleid tot de wijziging van paragraaf 2 van dit artikel als volgt: «De leden van het Arbitragehof worden voor het leven door de Koning benoemd uit een dubbel tal voorgedragen door de Senaat.»

De tweede zin van de tweede paragraaf luidt dan: «Het wordt genomen met een meerderheid van twee derde der stemmen van de aanwezige leden.»

Een vierde paragraaf was nodig om technisch mogelijk te maken de taalrol te kennen van de leden van het Arbitragehof, wat zeer goed mogelijk was volgens de oorspronkelijke tekst, vermits de taalrol werd bepaald door de taalgroep die de kandidaat voordroeg. Nu moest men een middel vinden om de taalgroep te kennen. Daaraan voldoet de nieuwe vierde paragraaf, namelijk: «De hoedanigheid van Nederlandstalig of Franstalig lid van het Arbitragehof wordt, voor de in artikel 22, § 1, 1° bedoelde leden, ...» — dit zijn de juristen — «... bepaald door de taal van het diploma en voor de in artikel 22, § 1, 2° bedoelde leden, ...» — dit zijn de parlementsliden — «... door de parlementaire taalgroep waartoe ze het laatst behoorden.»

Dan gaan wij over naar artikel 38, waar met mijn amendement de woorden «om en neef» werden vervangen door «derde graad». Verder heeft dat artikel geen aanleiding gegeven tot discussie.

Wat artikel 46 betreft, ging men in openbare zitting akkoord over de tekst van het regeringsamendement, waar men aan de eerste paragraaf een vierde alinea heeft toegevoegd dat luidt: «Elke beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen van de leden.»

In de commissie is er nog een andere wijziging aan toegevoegd die aan de grond van de tekst niets verandert. U zult vaststellen dat in de eerste alinea van de eerste paragraaf en in de derde alinea de term «het oudstbenoemde lid» wordt gebruikt. In de eerste jaren zullen er dikwijls leden zijn, in de eerste fase zelfs alle leden, benoemd door verschillende koninklijke besluiten op dezelfde dag genomen. Om daarin een onderscheid te maken stellen we voor aan de eerste alinea van de eerste paragraaf na «het oudstbenoemde lid» toe te voegen «of in voorkomend geval» — in geval er twee zijn die op dezelfde dag zijn benoemd — «het oudste lid in jaren van dezelfde taalgroep».

In de derde alinea, de tweede lijn vindt men opnieuw hetzelfde. Daar moet het worden: «Het oudstbenoemde lid of in voorkomend geval het oudste lid in jaren van de andere taalgroep.»

De derde alinea van paragraaf 2 luidt: «Zo deze laatste voorwaarde niet voldaan is, moet het laatst benoemde lid of het jongste lid, naargelang van het geval, ...» Men moet hier stellen «in voorkomend geval», het is niet het ene of het andere. Het zal zijn in geval er leden zijn die ook op dezelfde dag het jongst zijn benoemd. Dan moet er staan «in voorkomend geval, het jongste lid».

Voor het overige is de tekst die thans voorligt de volledige weergave van het regeringsamendement.

Dan komen wij aan een aantal artikelen die eigenlijk aanpassingen zijn van de teksten ingevolge het amendement dat is aangenomen bij artikel 1, waarbij ook de voorzitters van de wetgevende vergaderingen een verzoek tot vernietiging mogen indienen. Het zijn artikelen waar precies allusie wordt gemaakt op die indienen.

In artikel 52 bijvoorbeeld gaat het over de taal die men moet gebruiken bij het indienen van dergelijk verzoek. Er wordt een vierde en een vijfde punt aan toegevoegd: «4. gebruiken de voorzitters van de Wetgevende Kamers het Nederlands en het Frans; 5. gebruiken de voorzitter van de Vlaamse Raad het Nederlands, en de voorzitters van de Franse Gemeenschapsraad en van de Waalse Gewestraad het Frans.»

Verder wordt nog vermeld: «De akten en de verklaringen van de Ministerraad, van de executieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen...»

Het zijn alle aanpassingen als gevolg van artikel 1.

Op dezelfde wijze wordt ook een aanpassing gedaan van de artikelen 59, 60, 63 — dat handelt over de kennisgevingen — en artikel 68 waarvan de eerste alinea dan luidt: «Voor elke zaak wijzen beide voorzitters elk een verslaggever van hun taalgroep aan.»

De wijziging van artikel 69 is geen aanpassing aan artikel 1. De aangebrachte wijziging strekt ertoe om de dubbele verslaggeving te laten geschieden op last van elk van de voorzitters. De zinsnede: «... en de voorzitters van de wetgevende vergaderingen...» werd ingelast.

Artikel 74 gaat over de onderzoeks- en opsporingsbevoegdheden. Aan dit artikel wordt onder 1° ingelast: «... van de wetgevende vergaderingen en ...».

In artikel 81 werd na: «De Ministerraad en de gemeenschaps- en gewestexecutieven...» ingelast: «en de voorzitters van de wetgevende vergaderingen...»

Artikel 113 is toegevoegd als gevolg van de amendering van artikel 1. Het luidt: «Ten aanzien van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen treden de artikelen 2, 3, 52, 59, 60, 63, 69, 74 en 81 in werking, zodra toepassing zal zijn gegeven aan de artikelen 24 en 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.»

Dit is de hervorming van de Senaat, zodat met name niet langer parlementsliden zitting zullen hebben in de gewest- en de gemeenschapsraden. Het gaat hier niet om een overgangsbepaling, maar eerder om een uitgestelde toepassing van de wet, wat betreft de mogelijkheid voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen om een verzoekschrift in te dienen op voorstel van ten minste twee derde van de leden van de vergadering.

Zoals de corapporteur, de heer Lallemand, heeft gezegd, behouden de voorzitters nog altijd het appreciatie recht om al of niet een verzoekschrift in te dienen.

De voorzitter is dus niet, zoals een Eerste minister of zoals een lid van de executieve dat daartoe is aangewezen, slechts de brievenbus om een verzoekschrift te ondertekenen en over te maken. (*Applaus op talrijke banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, met al mijn respect en bewondering voor de rapporteurs, de heer Lallemand en mevrouw Herman, die voor de vuist, uit de tweede lezing komende, rapport hebben uitgebracht voor de voltallige vergadering, over wat daarnet in de commissie werd besproken, heb ik drie opmerkingen te maken.

Ten eerste, ben ik het met de heer Lallemand eens dat de werkwijze die wij nu inzake de tweede lezing hebben gevolgd, niet noodzakelijkerwijs een orthodoxe interpretatie hoeft te zijn van artikel 50 van ons reglement en, wat mij betreft, niet als een precedent hoeft te worden aangezien.

Ten tweede, de commentaar op artikel 1, paragraaf 2, dat door de commissie is geleverd op de door de Senaat aangenomen tekst, is van die aard dat, mocht het uur niet zover gevorderd zijn, daarop intelligente dingen in het midden zouden kunnen worden gebracht. Die commentaar neem ik helemaal niet voor mijn rekening.

In de Nederlandse tekst, die trouwens in het Frans dezelfde betekenis heeft (*gelach*), lees ik in paragraaf 2: «Bovendien kunnen de beroepen bedoeld in § 1 worden ingesteld door de voorzitters van de wetgevende vergaderingen...». Het woord «kunnen» slaat op de beroepen en niet op de voorzitters. Als de voorzitters van de wetgevende vergaderingen kennis nemen van een besluit van twee derde van een vergadering, dan vraag ik mij af of een intelligente uiteenzetting in de tweede lezing van de commissie in de Senaat een interpretatie tot stand kan brengen die de voorzitter ervan zou ontslaan op dat ogenblik een beroep in te dienen. Ik meen dat dat niet de juiste opvatting is.

Tenslotte, dat is misschien bijkomstig, maar kleine opmerkingen kunnen ook nuttig zijn, heeft mevrouw Herman, in verband met artikel 46, gewezen op de wijzigingen die aangebracht zijn in paragraaf 2, derde lid. In de andere leden spreekt men over het oudste lid. In paragraaf 2, derde lid, spreekt men over het laatst benoemde lid.

Mijnheer de Voorzitter, ik zou liever in de Nederlandse tekst de term «het jongst benoemde lid» zien geschreven. Want de laatste tram vertrekt nooit. Er is altijd een tram later. Het laatst benoemde lid bestaat niet. Het jongst benoemde lid bestaat wel naar analogie overigens met het oudst benoemde lid.

Ik zou zeer dankbaar zijn indien deze materiële wijziging door de Senaat zou worden aangebracht. (*Applaus op de banken van de CVP.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Dehaene.

De heer Dehaene, minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen. — Mijnheer de Voorzitter, met de laatste opmerking van de heer De Bondt kan ik het volledig eens zijn.

Wat zijn tweede opmerking in verband met de commentaar van de commissie op paragraaf 2 betreft, wil ik doen opmerken dat het om een unanieme commentaar van de commissie gaat.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand, rapporteur.

M. Lallemand. — J'ajoute, monsieur le Président, que ce n'est pas la commission qui a dégagé cette interprétation. Elle était déjà le fait, à mon avis, de l'assemblée qui avait voté ce texte. Nous avons simplement précisé en commission la portée exacte de celui-ci. Nous n'avons pas innové.

De toute façon, le rapport que je viens de faire, monsieur De Bondt, permettra à l'assemblée de voter en pleine connaissance de cause. Par voie de conséquence, votre vote affirmatif indiquera bien que telle est la portée de l'article.

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, il va de soi que les modifications qui ont été apportées par la commission à l'alinéa un du paragraphe premier de l'article 46, à l'alinéa 3 du paragraphe premier de l'article 46, à l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 46 et à l'alinéa 4 du paragraphe 2 de l'article 46, doivent être insérées dans

le texte. Elles ont été lues et évoquées verbalement par Mme le rapporteur, mais elles ne figurent pas dans le texte qui a été distribué. J'en ai fait la remarque au greffe et je suppose que ces modifications seront insérées dans le texte.

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman, rapporteur.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, ik zou toch geen aanstoot nemen aan de woorden: «het laatst benoemde lid». Er is toch ook vandaag een laatste tram. De volgende vertrekt pas morgen. (*Gelach.*)

Wanneer een vergadering wordt bijeengeroepen, dan is dat ook de laatstgenoemde vergadering en de volgende vergadering zal dan een andere laatstgenoemde vergadering zijn.

M. le Président. — L'article premier a été adopté en première lecture dans les termes que voici:

«**Artikel 1.** § 1. Het Arbitragehof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen ingesteld door de Ministerraad of door de executieve van een gemeenschap of van een gewest, strekkende tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet of een decreet wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

§ 2. Bovendien kunnen de beroepen bedoeld in § 1 worden ingesteld door de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden, zodra toepassing zal zijn gegeven aan de artikelen 24 en 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.»

«**Article 1^{er}** § 1. La Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêts, sur les recours introduits par le Conseil des Ministres ou par l'exécutif d'une communauté ou d'une région et qui tendent à l'annulation, en tout ou en partie, d'une loi ou d'un décret pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, de communautés et des régions.

§ 2. En outre, les recours visés au § 1^{er} peuvent être introduits par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres dès qu'il aura été donné application aux articles 24 et 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.»

Personne ne demandant la parole, nous allons passer au vote.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de stemming.

De heer Wyninckx. — Wij vragen de naamstemming, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Wordt deze vraag gesteund? (*Meer dan negen leden staan op.*)

Aangezien de naamstemming reglementair is gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

Wij stemmen over artikel 1 zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd.

Nous votons sur l'article premier, tel qu'il a été adopté en première lecture.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

113 membres sont présents.

113 leden zijn aanwezig.

88 votent oui.

88 stemmen ja.

22 votent non.

22 stemmen neen.

3 s'abstiennent.

3 onthouden zich.

En conséquence, l'article premier est adopté.

Derhalve is artikel één aangenomen.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, André, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Bossicart, Califice, Chabert, Claeys, Close, Coen, Conrotte, Cooreman, Daems, Dalem, Mme De Backer-Van Ocken, MM. C. De Clercq, T. Declercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, le chevalier de Donnée.

Dehaene, De Kerpel, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Doumont, Février, François, Friederichs, Gerits, Gijs, J. Gillet, Mmes L. Gillet, Godinache-Lambert, Goor-Eyben, M. Gramme, Mme Herman-Michielsens, MM. Kevers, Lagae, Lagneau, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, M. Noerens, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Edg. Peetermans, Poma, Pouillet, Rutten, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Tilquin, M. Toussaint, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Uyttendaele, Van Daele, Vandenabeele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborght, Vandermarliere, Vandermeulen, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herck, Van Herreweghe, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verbist, Vermeiren, Waltniel, J. Wathelet, Weckx, Windels et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaensens, Boel, Canipel, Coppens, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. Egelmeers, Féris, Geldolf, Knuts, Lallemand, Marmenout, Matthys, Op 't Eynde, Seeuws, Trussart, Vandenhove, Van Der Niepen, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Roye et Wyninckx.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. De Bondt, Debusseré et De Smeyter.

M. le Président. — L'article 2 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 2. § 1. Onverminderd de hierna volgende paragrafen zijn de beroepen strekkende tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet of een decreet slechts ontvankelijk, indien zij worden ingesteld binnen een termijn van één jaar na de bekendmaking van de wet of het decreet.

§ 2. Een nieuwe termijn van zes maanden voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet of een decreet staat open, wanneer er een beroep is ingesteld tegen een norm die hetzelfde onderwerp heeft en die vastgesteld is door een andere wetgever dan die welke de wet of het decreet heeft aangenomen.

De termijn gaat in op de datum van de bekendmaking van de in artikel 58 bedoelde vermelding.

§ 3. Er staat eveneens een nieuwe termijn open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet of een decreet wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet of dat decreet een van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheidsregels schendt.

De termijn gaat in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan de Eerste minister en aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de executieven. Hij bedraagt zes maanden.

§ 4. De beroepen strekkende tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet of een decreet waardoor een verdrag instemming verkrijgt, zijn slechts ontvankelijk, indien zij worden ingesteld binnen een termijn van zestig dagen na de bekendmaking van de wet of het decreet. »

« Art. 2. § 1^{er}. Sans préjudice des paragraphes suivants, les recours tendant à l'annulation en tout ou en partie d'une loi ou d'un décret ne sont recevables que s'ils sont introduits dans un délai d'un an suivant la publication de la loi ou du décret.

§ 2. Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation contre une loi ou un décret lorsqu'un recours est exercé contre une norme qui a le même objet et qui a été pris par un législateur autre que celui qui a adopté la loi ou le décret.

Le délai prend cours à la date de la publication de la mention visée à l'article 58.

§ 3. Un nouveau délai est également ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation contre une loi ou un décret lorsque, statuant sur une question préjudicielle, la Cour a déclaré que cette loi ou ce décret viole une des règles de compétence visées à l'article 1^{er}.

Le délai prend cours à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour au Premier ministre et aux présidents des assemblées législatives et des exécutifs. Il est de six mois.

§ 4. Les recours tendant à l'annulation en tout ou en partie d'une loi ou d'un décret par lesquels un traité reçoit l'assentiment, ne sont

recevables que s'ils sont introduits dans un délai de soixante jours suivant la publication de la loi ou du décret. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 2, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 2, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 3 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 3. Een beroep tot vernietiging wordt bij het Hof aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift dat, naargelang van het geval, ondertekend wordt door de Eerste minister, door een lid van de executieve, door haar aangewezen, of door de voorzitter van een wetgevende vergadering. »

« Art. 3. La Cour est saisie d'un recours en annulation par une requête signée, selon le cas, par le Premier ministre, par un membre de l'exécutif que celui-ci désigne, ou par le président d'une assemblée législative. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 3, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 3, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 14 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 14. Het Hof wijst zijn arrest op de hoofdvordering binnen drie maanden na de uitspraak van het arrest dat de schorsing beveelt. Die termijn kan niet worden verlengd.

Indien het arrest op de hoofdvordering niet gewezen is binnen die termijn, houdt de schorsing onmiddellijk op gevolg te hebben. »

« Art. 14. La Cour rend son arrêt sur la demande principale dans les trois mois du prononcé de l'arrêt ordonnant la suspension. Ce délai ne peut être prorogé.

Si l'arrêt sur la demande principale n'est pas rendu dans ce délai, la suspension cesse immédiatement son effet. »

In de voorliggende tekst moeten de woorden « son effet » worden vervangen door « ses effets ».

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 14, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 14, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 21 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 21. § 1. Het Arbitragehof is samengesteld uit twaalf leden : zes Nederlandstalige leden, die de Nederlandse taalgroep van het Hof vormen, en zes Franstalige leden, die de Franse taalgroep van het Hof vormen.

§ 2. De leden van het Arbitragehof worden voor het leven door de Koning benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de Senaat. Het wordt aangenomen met een meerderheid van twee derde der stemmen van de aanwezige leden.

§ 3. De Nederlandstalige en de Franstalige leden van het Arbitragehof kiezen, elk wat hen betreft, uit hun midden een Nederlandstalige en een Franstalige voorzitter.

§ 4. De hoedanigheid van Nederlandstalig of Franstalig lid van het Arbitragehof wordt, voor de in artikel 22, § 1, 1^o, bedoelde leden, bepaald door de taal van het diploma en voor de in artikel 22, § 1, 2^o, bedoelde leden, door de parlementaire taalgroep waartoe zij het laatst behoorden. »

«Art. 21. § 1^{er}. La Cour d'arbitrage est composée de douze membres: six membres d'expression française qui forment le groupe linguistique français de la Cour et six membres d'expression néerlandaise qui forment le groupe linguistique néerlandais de la Cour.

§ 2. Les membres de la Cour d'arbitrage sont nommés à vie par le Roi sur une liste double présentée par le Sénat. Celle-ci est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages des membres présents.

§ 3. Les membres d'expression française et les membres d'expression néerlandaise de la Cour d'arbitrage choisissent, chacun en ce qui les concerne, en leur sein, un président d'expression française et un président d'expression néerlandaise.

§ 4. La qualité de membre d'expression française ou néerlandaise de la Cour d'arbitrage est déterminée en ce qui concerne les membres visés à l'article 22, § 1^{er}, 1^o, par la langue du diplôme et, en ce qui concerne les membres visés à l'article 22, § 1^{er}, 2^o, par le groupe linguistique parlementaire dont ils faisaient partie en dernier lieu.»

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 21, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 21, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 38 a été adopté en première lecture dans les termes que voici:

«Art. 38. De bloed- en aanverwanten, tot en met de derde graad, mogen, tenzij de Koning dit verbod heeft opgeheven, niet tegelijkertijd lid van het Arbitragehof en referendaris zijn.»

«Art. 38. Les parents et alliés, jusqu'au troisième degré inclusivement, ne peuvent être simultanément membre de la Cour d'arbitrage et référendaire sans une dispense du Roi.»

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 38, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 38, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 46 a été adopté en première lecture dans les termes que voici:

«Art. 46. § 1. Onverminderd § 2, houdt het Arbitragehof zijn terechtzittingen, beraadslaagt en doet uitspraak met zeven leden: drie Nederlandstaligen, drie Franstaligen en de voorzitter of, bij diens ontstentenis, het oudstbenoemde lid van dezelfde taalgroep.

Onder de zeven leden bedoeld in het eerste lid, moeten ten minste twee leden voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 22, § 1, 1^o, en ten minste twee leden aan de voorwaarde gesteld in artikel 22, § 1, 2^o.

De voorzitter delegeert zijn bevoegdheden aan de andere voorzitter, of, bij diens ontstentenis, aan het oudstbenoemde lid van de andere taalgroep wanneer het een zaak betreft die moet worden behandeld in de taal die niet de taal is van de taalgroep waartoe hij behoort.

Elke beslissing wordt genomen bij meerderheid van stemmen van de leden.

§ 2. Het Arbitragehof komt in voltallige zitting bijeen om de nodige beslissingen te nemen met toepassing van de artikelen 24, 25, 29, 35, 40, 41 en 105.

Wanneer zij het nodig oordelen, kan elk van beide voorzitters een zaak voorleggen aan het Arbitragehof in voltallige zitting.

In voltallige zitting kan het Hof slechts uitspraak doen voor zover er ten minste tien leden en evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden aanwezig zijn. Zo aan deze laatste voorwaarde niet voldaan is, moet het laatst benoemde lid of het jongste lid, naargelang van het geval, van de talrijkste taalgroep, zich van elke beslissing onthouden.

Wanneer het Hof uitspraak doet in voltallige zitting, is, bij staking van stemmen, de stem van voorzitter beslissend. Wanneer de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door het oudstbenoemde lid van dezelfde taalgroep.

§ 3. Tijdens het onderzoek van een zaak kan de voorzitter besluiten tot de geheime stemming over een bijzonder punt.

Hij is hiertoe gehouden wanneer een lid erom verzoekt.»

«Art. 46. § 1^{er}. Sans préjudice du § 2, la Cour d'arbitrage tient ses audiences, délibère et statue étant composée de sept membres: trois d'expression française, trois d'expression néerlandaise et le président ou, à son défaut, le membre le plus ancien du même groupe linguistique.

Parmi les sept membres visés à l'alinéa premier, deux au moins doivent répondre aux conditions fixées à l'article 22, § 1^{er}, 1^o, et deux au moins doivent répondre à la condition fixée à l'article 22, § 1^{er}, 2^o.

Lorsqu'il s'agit d'une affaire qui doit être traitée dans la langue qui n'est pas celle du groupe linguistique auquel il appartient, le président délègue ses compétences à l'autre président ou, à son défaut, au membre le plus ancien de l'autre groupe linguistique.

Toute décision est prise à la majorité des voix des membres.

§ 2. La Cour d'arbitrage se réunit en séance plénière pour prendre les décisions rendues nécessaires en application des articles 24, 25, 29, 35, 40, 41 et 105.

Lorsqu'il l'estime nécessaire, chacun des présidents peut soumettre une affaire à la Cour d'arbitrage réunie en séance plénière.

En séance plénière, la Cour ne peut statuer que si au moins dix membres et si autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise soient présents. Si cette dernière condition n'est pas remplie, le membre le dernier nommé ou le membre le plus jeune, selon le cas, du groupe linguistique le plus nombreux doit s'abstenir pour chaque décision.

Lorsque la Cour statue en séance plénière, la voix du président est prépondérante en cas de parité des voix. Lorsque le président est absent ou empêché, il est remplacé par le membre le plus ancien du même groupe linguistique.

§ 3. Au cours de l'examen d'une affaire, le président peut faire procéder à un vote secret sur un point particulier.

Il y est tenu lorsqu'un membre en fait la demande.»

In de voorliggende tekst moeten na de woorden «het oudstbenoemde lid» driemaal worden ingevoegd de woorden «of, in voorkomend geval, het oudste lid in jaren».

De heer De bondt vraagt eveneens de woorden «het laatst benoemde lid» te vervangen door de woorden «het jongst benoemde lid».

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag de naamstemming.

De Voorzitter. — Wordt dit verzoek gesteund? (*Meer dan negen leden staan op.*)

Daar de naamstemming reglementair wordt gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

103 membres sont présents.

103 leden zijn aanwezig.

88 votent oui.

88 stemmen ja.

23 votent non.

23 stemmen neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'article 46, tel qu'il a été adopté en première lecture et modifié par la commission, est définitivement adopté.

Derhalve is artikel 46, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, definitief aangenomen.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, André, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Bossicart, Califice, Chabert, Claeys, Close, Coen, Conrotte, Cooreman, Daems, Dalem, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Bondt, C. De Clercq, T. Declercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, le chevalier de

Donnéa, Dehaene, De Kerpel, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Doumont, Février, François, Friederichs, Gerits, Gijs, J. Gillet, Mmes L. Gillet, Godinache-Lambert, Goor-Eyben, M. Gramme, Mme Herman-Michielsens, MM. Kevers, Lagae, Lagneau, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, M. Noerens, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Poma, Poulet, Rutten, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Tilquin, M. Toussaint, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Uyttendaele, Van Daele, Vandena-bee, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborcht, Vandermarliere, Vandermeulen, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangrons-veld, Vanhaverbeke, Van Herck, Van Herreweghe, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verbist, Vermeiren, Waltniel, J. Wathet, Weckx, Windels et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Boel, Canipel, Coppens, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. Egelmeers, Féris, Geldolf, Knuts, Lallemand, Marmenout, Matthys, Op 't Eynde, Edg. Peetermans, Seeuws, Trussart, Vandenove, Van Der Niepen, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Roye et Wyninckx.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Debussere et De Smeyter.

(De leden van de SP, van de PS, van het FDF, van de Volksunie en van Agaleu-Ecolo verlaten de vergaderzaal.)

M. le Président. — L'article 52 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 52. De zaken worden bij het Arbitragehof ingediend in het Nederlands, in het Frans of in het Duits.

Voor de akten en verklaringen :

1. Gebruikt de Ministerraad het Nederlands of het Frans, naargelang van de regels bepaald in artikel 17, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken;

2. Gebruiken de executieven hun bestuurs taal;

3. Gebruiken de rechtscollages de taal of de talen waarin zij hun beslissing moeten stellen.

4. Gebruiken de voorzitters van de Wetgevende Kamers het Nederlands en het Frans;

5. Gebruiken de voorzitter van de Vlaamse Raad het Nederlands, en de voorzitters van de Franse Gemeenschapsraad en van de Waalse Gewestraad het Frans ».

De akten en de verklaringen van de Ministerraad, van de executieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen, die niet aan het Hof worden gericht in de door het tweede lid opgelegde taal, zijn nietig. De nietigheid wordt ambtshalve uitgesproken. »

« Art. 52. Les affaires sont introduites devant la Cour d'arbitrage en français, en néerlandais ou en allemand.

Dans les actes et déclarations :

1. Le Conseil des ministres utilise le français ou le néerlandais selon les règles fixées à l'article 17, § 1^{er}, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative;

2. Les exécutifs utilisent leur langue administrative;

3. Les juridictions utilisent la langue ou les langues dans laquelle ou dans lesquelles elles doivent rédiger leur décision.

4. Les présidents des Chambres législatives utilisent le français et le néerlandais;

5. Les présidents du Conseil de la Communauté française et du Conseil régional wallon utilisent le français, et le président du Conseil flamand utilise le néerlandais ».

Les actes et les déclarations du Conseil des ministres, des exécutifs et des présidents des assemblées législatives, qui ne sont pas adressés à la Cour dans la langue imposée par l'alinéa 2 sont nuls. La nullité est prononcée d'office. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 52, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 52, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 59 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 59. § 1. De griffier brengt de door de Ministerraad ingestelde beroepen tot vernietiging ter kennis van de gemeenschaps- en gewestexecutieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

§ 2. Hij brengt de door een gemeenschaps- of gewestexecutieve ingestelde beroepen tot vernietiging ter kennis van de Ministerraad, van de andere executieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen.

§ 3. Hij brengt de door de voorzitter van een wetgevende vergadering ingestelde beroepen tot vernietiging ter kennis van de Ministerraad, van de gemeenschaps- en gewestexecutieven en van de voorzitters van de andere wetgevende vergaderingen. »

« Art. 59. § 1^{er}. Le greffier notifie les recours en annulation introduits par le Conseil des ministres aux exécutifs régionaux et de communauté et aux présidents des assemblées législatives.

§ 2. Il notifie les recours en annulation introduits par un exécutif régional ou de communauté au Conseil des ministres, aux autres exécutifs et aux présidents des assemblées législatives.

§ 3. Il notifie les recours en annulation introduits par le président d'une assemblée législative au Conseil des ministres, aux exécutifs régionaux et de communauté et aux présidents des autres assemblées législatives. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 59, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 59, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 60 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 60. De griffier brengt de verwijzingsbeslissingen ter kennis van de Ministerraad, van de gemeenschaps- en gewestexecutieven en van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen. »

« Art. 60. Le greffier notifie les décisions de renvoi au Conseil des ministres, aux exécutifs régionaux et de communauté et aux présidents des assemblées législatives. »

Ik wijs er de leden van de Senaat op dat de artikelen 60, 63, 69, 74 en 81 telkens aangepast zijn als gevolg van het amendement goedgekeurd bij artikel 1.

Personne ne demandant la parole, je mets l'article 60 aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik artikel 60 in stemming.

— L'article 60, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 60, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 63 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 63. De kennisgevingen aan de Ministerraad worden gedaan aan het kabinet van de Eerste minister.

De kennisgevingen aan de gemeenschaps- en gewestexecutieven worden gedaan aan het kabinet van de voorzitter van de executieve.

De kennisgevingen aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen worden gedaan ter griffie van de vergadering. »

« Art. 63. Les notifications au Conseil des ministres sont faites au cabinet du Premier ministre.

Les notifications aux exécutifs des communautés et des régions sont faites au cabinet du président de l'exécutif.

Les notifications aux présidents des assemblées législatives sont faites au greffe de l'assemblée. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 63, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 63, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 68 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 68. Voor elke zaak wijzen beide voorzitters elk een verslaggever van hun taalgroep aan.

Elke verslaggever heeft tot taak het dossier te behandelen en ter terechtzitting verslag uit te brengen. »

« Art. 68. Pour chaque affaire, chacun des deux présidents désigne un rapporteur de son groupe linguistique.

Chaque rapporteur est chargé d'instruire le dossier et de faire rapport à l'audience. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 68, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 68, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 69 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 69. Binnen dertig dagen na ontvangst van de door de griffier krachtens de artikelen 59 tot 61 gedane kennisgeving of van de in artikel 20 bedoelde beslissing tot verwijzing kunnen de Ministerraad, de executieven en de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en de personen aan wie die kennisgevingen zijn gericht, een memorie bij het Hof indienen. »

« Art. 69. Dans les trente jours de la réception des notifications faites par le greffier en vertu des articles 59 à 61 ou de la décision de renvoi visée à l'article 20 de la loi, le Conseil des ministres, les exécutifs et les présidents des assemblées législatives et les personnes destinataires de ces notifications peuvent adresser un mémoire à la Cour. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 69, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 69, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 74 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 74. Het Hof beschikt over de ruimste onderzoeks- en opsporingsbevoegdheden.

Het kan met name :

1° Rechtstreeks briefwisseling voeren met de Eerste minister, met de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en van de executieven, alsmede met iedere andere openbare overheid.

2° De partijen op tegenspraak horen en zich door die partijen en door iedere openbare overheid alle de zaak betreffende stukken en gegevens doen overleggen;

3° Iedere persoon horen, die het nuttig acht te horen;

4° Elke vaststelling ter plaatse doen;

5° Deskundigen aanstellen. »

« Art. 74. La Cour a les pouvoirs d'instruction et d'investigation les plus étendus.

Elle peut notamment :

1° Correspondre directement avec le Premier ministre, avec les présidents des assemblées législatives et des exécutifs, ainsi qu'avec toute autre autorité publique.

2° Entendre contradictoirement les parties et se faire communiquer par elles et de toute autorité publique tous documents et renseignements ayant trait à l'affaire;

3° Entendre toute personne dont elle estime l'audition utile;

4° Procéder sur les lieux à toute constatation;

5° Commettre des experts. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 74, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 74, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 81 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 81. De Ministerraad, de gemeenschaps- en gewestexecutieven, de voorzitters van de wetgevende vergaderingen kunnen afstand doen van hun beroep tot vernietiging.

Bij de mededeling die de Ministerraad en de gemeenschaps- en gewestexecutieven van die beslissing doen aan het Hof, voegen zij een voor eensluidend verklaard afschrift van hun besluit om afstand te doen.

Indien daartoe grond bestaat, wijst het Hof de afstand toe, de andere partijen gehoord. »

« Art. 81. Le Conseil des ministres, les exécutifs régionaux et de communauté, les présidents des assemblées législatives peuvent se désister de leurs recours en annulation.

Le Conseil des ministres et les exécutifs régionaux et de communauté joignent à la communication qu'ils font de cette décision à la Cour une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle le désistement a été décidé.

S'il y a lieu, la Cour décrète le désistement, les autres parties entendues. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 81, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 81, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — L'article 113 a été adopté en première lecture dans les termes que voici :

« Art. 113. Ten aanzien van de voorzitters van de wetgevende vergaderingen treden de artikelen 2, 3, 52, 59, 60, 63, 69, 74 en 81 in werking, zodra toepassing zal zijn gegeven aan de artikelen 24 en 25 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. »

« Art. 113. Pour ce qui concerne les présidents des assemblées législatives, les articles 2, 3, 52, 59, 60, 63, 69, 74 et 81 entrent en vigueur dès qu'il aura été donné application aux articles 24 et 25 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

Personne ne demandant la parole, je mets cet article aux voix.

Daar niemand het woord vraagt, breng ik dit artikel in stemming.

— L'article 113, tel qu'il a été adopté en première lecture, est remis aux voix par assis et levé et définitivement adopté.

Artikel 113, zoals het in eerste lezing werd goedgekeurd, wordt opnieuw bij zitten en opstaan in stemming gebracht en definitief aangenomen.

M. le Président. — Le texte du projet de loi adopté en première lecture est donc confirmé en seconde lecture.

De in eerste lezing aangenomen tekst van het ontwerp van wet wordt dus in tweede lezing behouden.

Il sera procédé tout à l'heure au vote de l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen straks over het ontwerp van wet in zijn geheel.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — La commission du Travail parlementaire propose pour la semaine prochaine l'ordre du jour que voici :

Lundi 9 mai 1983 à 14 heures :

1. Projet de loi contenant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1983;

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Finances de l'année budgétaire 1982;

2. Projet de loi contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone de l'année budgétaire 1983;

3. Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1982;

4. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 2 de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi;

5. Projet de loi relatif à un emprunt d'assainissement en faveur des pouvoirs subordonnés de la Région bruxelloise;

6. Projet de loi visant à la souscription obligatoire par des entreprises d'assurances et de réassurances d'un emprunt de 5 milliards de francs en faveur de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

La séance sera prolongée.

Mardi 10 mai 1983 :

a) Le matin à 10 heures;

b) L'après-midi à 14 heures :

1. Reprise de l'ordre du jour de la séance de lundi;

2. a) Projet de loi contenant le budget du ministère de la Justice de l'année budgétaire 1983;

b) Projet de loi ajustant le budget du ministère de la Justice de l'année budgétaire 1982;

3. Proposition de loi abrogeant l'article 156 du Code judiciaire;

4. Projet de loi établissant le texte néerlandais et adaptant le texte français du titre IX du livre 1^{er} du Code de commerce;

5. a) Projet de loi contenant le budget de la Gendarmerie de l'année budgétaire 1983;

b) Projet de loi ajustant le budget de la Gendarmerie de l'année budgétaire 1982.

La séance de l'après-midi sera prolongée.

Mercredi 11 mai 1983 :

a) Le matin à 10 heures;

b) L'après-midi à 14 heures :

1. Prise en considération de propositions de loi :

2. Reprise de l'ordre du jour de la séance de mardi;

3. Votes nominatifs sur l'ensemble des projets de loi dont la discussion est terminée;

4. Questions orales :

a) De M. Van den Broeck au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « les difficultés que rencontrent les PME en matière de transport rémunéré de choses par véhicules automobiles »;

b) De M. Van In au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « la suppression du service des remises à domicile de la Société nationale des chemins de fer belges, à Bruges »;

c) De Mme Tyberghien-Vandenbussche au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « l'installation, sur le trajet d'Ostende à la Panne, de barrières de protection entre les rails de tram et la digue de mer, en vue d'assurer la sécurité des enfants qui y jouent »;

d) De M. Van In à M. Coens, ministre de l'Education nationale, sur « l'avenir du service éducatif de la Bibliothèque royale à Bruxelles »;

e) De M. Claeys au ministre des Affaires sociales et des Réformes institutionnelles sur « la participation de malades chroniques,

placés dans des établissements de soins, à certaines activités socio-culturelles »;

f) De M. Humblert au ministre des Relations extérieures sur « l'autorisation d'exporter des munitions vers l'Afrique centrale »;

g) De M. Humblert au ministre de la Défense nationale sur « la coopération technique militaire avec le Ruanda et une livraison récente de munitions »;

h) De M. Humblert au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « le contrôle exercé sur les sous-traitants de la Sabena et sur les connaissements au départ de Bruxelles-National »;

i) De M. Mouton à M. Tromont, ministre de l'Education nationale, sur « la répartition de la coordination des transports scolaires »;

j) De M. Paul Peeters au ministre des Affaires économiques sur « la compétence des conseillers du service d'organisation des entreprises »;

k) De M. Paul Peeters au secrétaire d'Etat au Commerce extérieur sur « l'organisation de la participation belge à la Foire internationale Anuga à Cologne »;

l) De M. Degroeve au Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur sur « la suppression des frais de perception des additionnels communaux ».

5. Interpellations :

a) De M. de Clippele au ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sur « les retards inadmissibles dans l'envoi des documents d'immatriculation par l'Office de la circulation routière »;

b) De M. Serge Moureaux au ministre de la Région bruxelloise sur « l'avis, étonnant par son caractère improvisé, mal documenté et fondamentalement contraire aux intérêts de la Région bruxelloise, que l'exécutif de ladite région a émis sur la proposition de régionalisation des cinq secteurs nationaux ».

La séance de l'après-midi sera prolongée.

Les votes n'interviendront que mercredi à partir de 16 heures.

De commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden stelt voor de volgende week deze agenda voor :

Maandag 9 mei 1983 te 14 uur :

1. Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1983;

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 1982;

2. Ontwerp van wet houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983;

3. Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksschuld-begroting voor het begrotingsjaar 1982;

4. Ontwerp van wet tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 2 van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning;

5. Ontwerp van wet betreffende een saneringslening ten voordele van de ondergeschikte besturen van het Brusselse Gewest;

6. Ontwerp van wet tot verplichte inschrijving door de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen op een lening van 5 miljard frank ten voordele van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De vergadering zal worden verlengd.

Dinsdag 10 mei 1983 :

a) 's Ochtends te 10 uur;

b) 's Namiddags te 14 uur :

1. Hervatting van de agenda van de vergadering van maandag;

2. a) Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1983;

b) Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1982;

3. Voorstel van wet tot opheffing van artikel 156 van het Gerechtelijk Wetboek;

4. Ontwerp van wet tot vaststelling van de Nederlandse tekst en tot aanpassing van de Franse tekst van het Wetboek van koophandel, boek 1, titel IX;

5. a) Ontwerp van wet houdende de begroting van de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1983;

b) Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1983;

De namiddagvergadering zal worden verlengd.

Woensdag 11 mei 1983:

a) 's Ochtends te 10 uur;

b) 's Namiddags te 14 uur:

1. Inoverwegingneming van voorstellen van wet;

2. Hervatting van de agenda van de vergadering van dinsdag;

3. Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde ontwerpen van wet;

4. Mondelinge vragen:

a) Van de heer Van den Broeck aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over «de moeilijkheden waarmee de KMO's te kampen hebben wat betreft het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding»;

b) Van de heer Van In aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over «de opheffing van het Centrum voor wegvervoer van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen te Brugge»;

c) Van mevrouw Tyberghien-Vandenbussche aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over «de afscherming van de tramrails op de zeedijk op het traject Oostende-De Panne, met het oog op de veiligheid van de spelende kinderen»;

d) Van de heer Van In aan de heer Coens, minister van Onderwijs, over «de toekomst van de edukatieve dienst bij de Koninklijke Bibliotheek te Brussel»;

e) Van de heer Claeys aan de minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen over «de deelneming van langdurig zieken, die in verzorgingsinstellingen verblijven, aan bepaalde socio-kulturele activiteiten»;

f) Van de heer Humblet aan de minister van Buitenlandse Betrekkingen over «de vergunning tot uitvoer van munitie naar Centraal-Afrika»;

g) Van de heer Humblet aan de minister van Landsverdediging over «de militaire technische samenwerking met Ruanda en een recente levering van munitie»;

h) Van de heer Humblet aan de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over «de controle op de onderaannemers van Sabena en op de connossements uit Brussel-Nationaal»;

i) Van de heer Mouton aan de heer Tromont, minister van Onderwijs, over «de spreiding van de coördinatie van het leerlingenvervoer»;

j) Van de heer Paul Peeters aan de minister van Economische Zaken over «de bevoegdheid van de adviseurs van de dienst bedrijfsorganisatie»;

k) Van de heer Paul Peeters aan de staatssecretaris voor Buitenlandse Handel over «de organisatie van de Belgische deelneming aan de Internationale Jaarbeurs Anuga te Keulen»;

l) Van de heer Degroove aan de Vice-Premier minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel over «de opheffing van de kosten van inning van de gemeentelijke opcentiemen».

5. Interpellaties:

a) Van de heer de Clippele tot de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, over «de onaantvaardbare vertraging bij de verzending van de inschrijvingsstukken door de Dienst wegverkeer»;

b) Van de heer Serge Moureaux tot de minister van het Brussels Gewest over «het door de executieve van het Brussels Gewest uitgebracht advies over de regionalisering van de vijf nationale sectoren, dat opvallend improvisatorisch is, slecht gedocumenteerd en in strijd met de belangen van dat gewest».

De namiddagvergadering zal worden verlengd.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, is het niet mogelijk mandagnamiddag punt 2, houdende de begroting van de Duitstalige Gemeenschap, te behandelen vóór punt 1, de begroting van het ministerie van Financiën? Ik neem aan dat die begroting van de Duitstalige Gemeenschap niet veel tijd in beslag zal nemen.

Voor de heer Eicher, het enige Duitstalige lid van de Senaat, zou dat beter uitkomen aangezien hij dan ook zou kunnen deelnemen aan de activiteiten van de commissie voor de Infrastructuur. Hij heeft mij gevraagd dit verzoek tot u te richten.

De Voorzitter. — Is de Senaat het eens met dit ontwerp van agenda, met de kleine wijziging voorgesteld door de heer De Bondt? (*Instemming.*)

Dan is hiertoe besloten.

PROJET DE LOI PORTANT L'ORGANISATION, LA COMPÉTENCE ET LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR D'ARBITRAGE

Vote

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE INRICHTING, DE BEVOEGDHEID EN DE WERKING VAN HET ARBITRAGEHOF

Stemming

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur l'ensemble du projet de loi portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Wij stemmen nu over het geheel van het ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

La parole est à M. André.

M. André. — Monsieur le Président, je crois exprimer l'opinion de beaucoup de nos collègues en remerciant MM. Debussère, De Smeyter et Maes qui ont correctement et courtoisement appliqué le pairage qui leur avait été demandé. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Je voudrais également vous demander une suspension d'un quart d'heure avant le vote final.

M. le Président. — Toute demande de suspension est de droit accordée.

— *La séance est suspendue à 22 h 30 m.*

De vergadering wordt geschorst te 22 u. 30 m.

Elle est reprise à 22 h 45 m.

Ze wordt hervat te 22 u. 45 m.

M. le Président. — La séance est reprise.

De vergadering is hervat.

Nous allons passer au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Het woord is aan de heer Egelsemeers voor een stemverklaring.

De heer Egelsemeers. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, sedert de bespreking van de gewone wet op de staatshervorming van 9 augustus 1980 is de SP altijd voorstander geweest van de oprichting van een Arbitragehof omdat wij ervan overtuigd waren en zijn dat in de conflictsituatie waarin wij ons bestendig bevinden een Arbitragehof nodig was ten einde orde op zaken te stellen. Wij hebben trouwens meegewerkt aan de basistekst van het ontwerp dat thans voorligt.

Een positief gevolg van het debat over dit wetsontwerp is voor ons dat de samenstelling van het Arbitragehof zal gebeuren op basis van een brede waaier waarin de belangrijke politieke fracties die in dit Parlement vertegenwoordigd zijn, aan bod zullen komen.

Wij hebben evenwel geen voldoening gekregen in verband met enkele basisprincipes betreffende de structuur van het Arbitragehof, meer bepaald het feit dat de bijzondere-machtenbesluiten niet kunnen worden getoetst en dat de procedure bij een prejudicieel geschil, met

andere woorden het annulatieberoep dat wij hadden voorgesteld, is verworpen. Dit was nochtans een middel om vele moeilijkheden te voorkomen wanneer het Arbitragehof operationeel zal zijn. Wij hebben evenmin voldoening gekregen inzake de procedure waar gevraagd wordt aan de kamers en het Hof om recht te spreken, het u welbekende artikel 46.

Ondanks het feit dat de meerderheid niet is ingegaan op deze fundamentele voorstellen hebben wij toch gemeend loyaal en op constructieve wijze te moeten meewerken aan het debat. Onze fractievoorzitter heeft u wel gewaarschuwd dat wij niet zouden helpen het quorum te bereiken, indien de meerderheid niet in voldoende aantal zou zijn, wat intussen het geval is geweest. (*Samenspraken op de banken van de meerderheid.*) Ik neem aan dat straks bij de eindstemming, het quorum wel zal bereikt zijn. Om redenen die ik zoëven heg opgesomd, zal onze fractie zich onthouden bij de eindstemming over dit ontwerp van wet. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, d'une part, l'UDRT-Rad regrette que le gouvernement veuille mettre en place la Cour d'arbitrage avant d'avoir réglé le statut de la Région de Bruxelles. Aux yeux du gouvernement, les Bruxellois, tant néerlandophones que francophones, ne sont que des citoyens de seconde zone!

L'UDRT-Rad dénonce la composition envisagée de la Cour d'arbitrage qui, par la nomination de plus de la moitié de ses membres d'anciens parlementaires, sera politisée avant même de commencer à fonctionner. L'UDRT-Rad estime que la Cour d'arbitrage doit être composée uniquement de magistrats indépendants, afin d'assurer la crédibilité des solutions apportées aux conflits trop nombreux, nés d'une régionalisation bâclée et imposée au pays sans consultation de la population.

D'autre part, mon parti est conscient de la nécessité d'avoir une Cour d'arbitrage, qui doit être la clé de voûte de la réforme de l'Etat. Aussi a-t-il décidé de s'abstenir au moment du vote.

M. le Président. — La parole est à M. De Roye, pour une justification de vote.

M. Van Royé. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, au nom du groupe Ecolo-Agalev, je tiens à dire que nous nous abstenons lors de ce vote. Dès qu'il s'agit d'un arbitrage, nous pourrions être d'accord si les éléments arbitrés pouvaient rencontrer nos convictions.

Nous estimons cependant que, dans l'Etat, tel qu'il est organisé aujourd'hui, on a remplacé un centralisme par plusieurs petits centralismes, ce qui ne correspond absolument pas à notre conception du fédéralisme, qui doit être un retour à la vraie démocratie, la restitution aux citoyens des pouvoirs qui leur appartiennent. Or, actuellement, nous devons constater que ce n'est pas le cas. Nous ne pouvons marquer notre accord sur un arbitrage entre divers centralismes.

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand, rapporteur.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, chers collègues, le groupe socialiste a exprimé tout à l'heure, par ma voix, son opposition à l'un des articles importants du projet. Par certains votes négatifs, il a aussi marqué son attitude sur d'autres articles qu'il estimait essentiels.

L'une des raisons fondamentales pour lesquelles le groupe socialiste aurait voté contre le projet tient à ce qu'a dit M. de Clippele.

Il est, en effet, regrettable que la Région bruxelloise, qui devait être l'un des trois piliers sur lesquels devait s'appuyer la Cour d'arbitrage, n'ait pas été instituée. Nous regrettons profondément que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour mettre un terme à cette carence fondamentale de nos institutions.

Cela étant, je voudrais ajouter, à titre personnel, que je ne voterai pas contre le projet, non pas pour réduire les raisons de mon groupe, mais pour répondre, par mon abstention, à la confiance que l'ensemble de la commission m'a accordée en me désignant pour assurer la tâche difficile et redoutable de rapporteur.

J'ai beaucoup travaillé à ce projet, j'y ai consacré beaucoup de temps. Aussi, pour rendre hommage à tous ceux qui m'ont fait confiance, je ne voterai pas comme je l'aurais fait si je n'avais pas assumé cette tâche. Je m'abstiendrai donc, répondant ainsi à l'attente de ceux qui ont discuté avec moi, et pendant si longtemps, de ce texte fondamental. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'ensemble du projet de loi portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

Wij gaan over tot stemming over het geheel van het ontwerp van wet houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof in zijn geheel.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

112 membres sont présents.

112 leden zijn aanwezig.

90 votent oui.

90 stemmen ja.

22 s'abstiennent.

22 onthouden zich.

En conséquence, le projet de loi est adopté.

Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, André, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Bossicart, Califice, Chabert, Claeys, Close, Coen, Conrotte, Cooreman, Daems, Dalem, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Bondt, C. De Clercq, T. Declercq, Decléty, De Cooman, le chevalier de Donnée, Dehaene, De Kerpel, Mme Delruelle-Ghobert, MM. Demuyter, Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Doumont, Février, François, Friederichs, Gerits, Gijs, J. Gillet, Mmes L. Gillet, Godinache-Lambert, Goor-Eyben, MM. Gramme, Hatry, Mme Herman-Michielsens, MM. Kevers, Lagae, Lagneau, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, M. Noerens, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Edg. Peetermans, Poma, Pouillet, Rutten, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Tilquin, M. Toussaint, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Uyttendaele, Van Daele, Vandenabeele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vanderborght, Vandermarliere, Vandermeulen, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herck, Van Herreweghe, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verbiest, Vermeiren, Waltniel, J. Watheler, Weckx, Windels et Leemans.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Boel, Canipel, Coppens, De Baere, De Bremaecker, Debussère, de Clippele, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, Egemeers, Férier, Geldolf, Knuts, Lallemand, Marmenout, Op 't Eynde, Seeuws, Vandenhoeve, Van Der Niepen, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Roye et Wyninckx.

M. le Président. — Le Sénat se réunira lundi 9 mai 1983, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw maandag 9 mei 1983, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 55 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 55 m.*)

1932